

UNDT/2018/120, Olubowale

Décisions du TANU ou du TCNU

Le demandeur a été informé de sa non-sélection le 7 décembre 2016. Pourtant, il n'a demandé l'évaluation de la direction que le 11 avril 2017.; Le paragraphe 119 de la politique et des procédures révisées du HCR sur les affectations (HCR / HCP / 2015/2 / Rev.1) prévoit: «Les membres du personnel qui ont des raisons de croire qu'ils n'ont pas été consacrés à une décision particulière pour une décision particulière, ; Le droit à fournir, sur demande, avec des informations sur le processus qui ont conduit à cette décision particulière ». Son objectif est simplement d'établir une obligation pour l'administration de fournir des candidats sans succès, à leur demande, avec des documents concernant un processus de sélection particulier. Le tribunal ne voit aucune base légale pour soutenir que cette disposition a créé une dérogation légale ou une suspension de la date limite statutaire contenue dans la règle 11.2 (c). L'impact, le cas échéant, d'une politique émise après les événements du différend - qui n'était pas en vigueur à l'époque importante - est immatériel pour la détermination de la présente demande et tout argument à cet égard ne sera pas diverti par ce tribunal. ; Il résulte de ce qui précède, que la présente application est une rationne materiae irrécouvrable.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Le demandeur conteste la décision de ne pas le sélectionner pour le poste de chef de Suboffice (P-5), Jam Jang au Soudan du Sud.

Principe(s) Juridique(s)

Le Tribunal a compétence pour considérer les demandes uniquement contre une décision administrative pour laquelle un demandeur a demandé en temps opportun l'évaluation de la gestion, si nécessaire.; Les délais statutaires doivent être strictement appliqués et conformément à l'art. 8.3 de sa loi, le tribunal des

différents n'a pas le pouvoir de renoncer à la date limite pour l'évaluation de la gestion ou l'examen administratif.; La réception d'informations concernant la justification d'une décision administrative notifiée plus tôt ne réinitialise pas les limites de temps légales.

Résultat

Rejeté sur la recevabilité

Applicants/Appellants

Olubowale

Entité

HCNUR

Numéros d'Affaires

UNDT/GVA/2017/55

Tribunal

TCNU

Lieu du Greffe

Genève

Date of Judgement

3 Déc 2018

Duty Judge

Juge Bravo

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Compétence / recevabilité (TCNU ou première instance)

Contrôle hiérarchique

Matière (ratione materiae)

Sélection du personnel (non-sélection/non-promotion)

Droit Applicable

Lois d'autres entités (règles, règlements, etc.)

- HCR Procédure relative aux affectations (UNHCR/HCP/2015/2/Rev.1)

Statut du personnel

- Disposition 11.2 (c)

TCNU Statut

- Article 8.3

Jugements Connexes

2014-UNAT-402

2010-UNAT-043

2011-UNAT-158

2013-UNAT-308

2010-UNAT-036

2013-UNAT-368

2014-UNAT-406